

Extrait du Revue du Mauss permanente

<http://www.journaldumauss.net>

Chronique de la lutte citoyenne en Corée du sud

- Gazette - Débats -

Date de mise en ligne : mercredi 18 juin 2008

Revue du Mauss permanente



Le 10 juin, la population coréenne entre dans le 34e jour de rassemblement populaire. A Séoul, capitale du pays, on estime à plusieurs centaines de milliers les participants aux manifestations et les rassemblements sont relayés partout dans les grandes villes. Ceux qui ne peuvent pas y participer apportent un soutien selon leurs moyens. Un employé distribue de l'eau potable, un commerçant de matériel publicitaire fabrique des banderoles, un handicapé dispose des bougies sur sa véranda. C'est la mobilisation la plus importante depuis 1987, année charnière de la lutte qui a mobilisé un million de manifestants dans les quartiers de Séoul et qui a mis la fin à la dictature militaire. A la différence du Printemps de Séoul dont le mouvement était dirigé par les syndicats étudiants et ouvriers, ce sont cette fois-ci des citoyens ordinaires, parents d'élèves avec leurs enfants et jeunes couples derrière des poussettes, lycéens et étudiants qui se rassemblent le soir après la journée de travail en portant la bougie à la main.

Le Rassemblement des bougies a lieu chaque soir depuis le début du mois de mai pour protester contre l'importation de viande bovine américaine et le risque sanitaire qu'elle fait courir à la population coréenne. Les manifestants sont pacifiques mais bien déterminés à revenir dans la rue jusqu'à ce que le gouvernement retire et renégocie l'accord conclu à la hâte avec les Etats-Unis. Ils sont là parce qu'ils sont convaincus que le gouvernement ne les représente pas ou plutôt ne veut pas les représenter. Comme peut en témoigner cette courte chanson répétée par eux tout au long du rassemblement à partir de l'article premier de la constitution (La Corée du sud est une république démocratique. Tous les pouvoirs découlent de la population coréenne), ils assument leur responsabilité de citoyens pour remettre en place le pouvoir démocratique sans victimes ni martyrs. Et ils sont en train d'écrire une nouvelle page de l'histoire des mouvements sociaux et de la démocratie en Corée du sud.

Comment en est-on arrivé là ?

Tout a commencé lorsque le président Lee Myung-Bak a annoncé en avril au retour de sa visite officielle aux Etats-Unis qu'un accord avait été conclu autorisant l'importation de viande de bœuf sur le territoire coréen. Les choses se sont passées comme si cela avait été une simple affaire administrative : c'est en effet le ministre de l'agriculture qui a signé sous la forme d'un accord simplifié (*memorandum of agreement*) allant à l'encontre de la politique du gouvernement précédent et sans consultation préalable. Les Etats-Unis ont fait de l'accès sans restriction au marché coréen pour leur viande bovine une condition pour la signature d'un accord de libre-échange entre les deux pays. Même la chaîne francophone TV5, dans son *Journal de l'économie* du 17 juin entièrement consacré à cette affaire, parlait de « chantage » des Etats-Unis, chantage d'autant plus facile à imaginer que la Corée du sud est encore en situation de dépendance militaire vis à vis de son allié et protecteur. L'accord signé à la hâte révèle rapidement trois problèmes majeurs qui suscitent l'indignation populaire en raison de leur caractère potentiellement dangereux sur le plan sanitaire : l'autorisation d'importer de la viande de bœuf dont l'âge dépasse 30 mois, l'autorisation d'importer les parties les plus susceptibles de porter la maladie de la vache folle (SRM) et le contrôle du dépistage laissé au marché. Trois éléments qui augmentent sensiblement les risques de diffusion de la maladie de la vache folle.

Et puis une rumeur circule : le président Lee aurait appelé M. Bush avant sa visite aux Etats-Unis pour lui demander « Qu est ce que je peux faire pour vous ? » Il lui aurait alors promis de lui faire cadeau du marché de la viande de bœuf. Des images sont diffusées dans les médias sud-coréens montrant le président sud-coréen conduisant la voiture de golf de Georges Bush comme s'il était en quelque sorte à son service. Atteinte à la fierté nationale et à la sécurité alimentaire, deux thèmes en Corée très sensibles : les ingrédients sont réunis pour une mobilisation massive. Cette mobilisation est en outre galvanisée par la légèreté avec laquelle le gouvernement traite cette affaire. « La maladie de la vache folle est contrôlée et le risque est minime. Ne trainons pas dans cette affaire. Nous avons bien d'autres choses à faire pour la croissance ». A cela s'ajoute le recel voire la manipulation d'informations concernant le risque de maladie et le système de contrôle américain. Les mensonges sont révélés et les dangers potentiels de l'accord mis en évidence par les associations, les spécialistes et par les journalistes et les professionnels concernés. Ils montrent également combien le gouvernement était mal préparé au moment de la négociation sans même une étude du cas des pays ayant déjà passé un accord similaire avec les Etats-Unis.

La Corée du sud est très en pointe en matière de nouvelles technologies de l'information. Avec la révélation de la vérité autour de cette affaire, les informations se propagent à une vitesse fulgurante. Chaque internaute ajoute des bribes d'informations tout en exprimant son opinion. La peur de la maladie potentielle, l'attitude irresponsable du gouvernement et du parti majoritaire et l'absence de groupe parlementaire capable de tenir tête à ces derniers, tout cela fait que les citoyens s'organisent pour transmettre leur appréhension au gouvernement. C'est ainsi que naît le premier rassemblement pacifique des bougies, qui symbolise l'acte de faire un vœu. La tension et la mobilisation augmentent rapidement car le gouvernement répète le même discours discréditant l'opinion publique tandis que les forces de police répriment avec violence des manifestants pacifiques. Le climat social s'assombrit et prend un tournant décisif après le discours présidentiel à la population coréenne. En résumé : « Je suis désolé de vous avoir causé du souci. Mais l'impératif n'est pas là. Il nous faut d'abord ratifier l'accord de libre-échange prévu pour ensuite réanimer l'économie. Ne vous laissez pas impressionner par les contes d'épouvante [1] ». La réception de ce discours auprès de la population coréenne est à l'opposé de ce que souhaite le président Lee. Double déception populaire : la santé de la population n'est pas la priorité du président et il ne veut pas la défendre au profit de l'économie. Dès lors, les citoyens décident de changer l'ordre du jour gouvernemental en constituant une force collective et décident de continuer le rassemblement jusqu'à ce que le gouvernement retire l'accord et renégocie. Des étudiants votent pour l'arrêt des cours et la Confédération coréenne des syndicats (KCTU) décide une grève générale. Les partis d'opposition rejoignent le rassemblement. Depuis le premier soir de la mobilisation, la foule s'épaissit jour après jour jusqu'à atteindre plusieurs centaines de milliers de participants à Séoul le 10 juin, jour commémoratif du 21^e anniversaire du mouvement contre la dictature militaire de Chun Doo-Hwan.

Une succession de décisions politiques contestables

Ce dossier de la viande bovine vient en outre s'ajouter à quelques autres décisions de la nouvelle équipe dirigeante qui avaient déjà suscité l'irritation de la population. C'est cet ensemble qui explique la chute spectaculaire de la popularité du président Lee Myung-bak en l'espace d'une centaine de jours seulement : alors qu'il avait été en décembre dernier le président sud-coréen le plus confortablement élu de l'histoire, le voilà désormais avec moins de 20% d'opinions favorables cent jours seulement après son entrée en fonction le 23 février. Quatre dossiers ont considérablement contribué à cette chute de popularité ainsi que quelques annonces sur des sujets aussi sensibles que la rentabilité de la télévision publique ou la privatisation de l'assurance maladie (on retrouve là des thèmes familiers aux Français...)

Il s'agit d'abord de la politique de réforme de l'éducation publique dite « éducation concentrée sur l'anglais » censée augmenter la compétitivité nationale au moyen de l'augmentation du nombre d'heures de cours de conversation anglaise dès l'école primaire avec le renforcement des enseignants anglophones et d'une division accrue des élèves

selon le niveau. La décision peut sembler censée si l'on considère les sommes exorbitantes consacrées par chaque ménage à l'apprentissage de l'anglais dans des instituts privés. Mais la population comprend vite que ce sont des mesures qui auront surtout pour effet de renforcer encore plus le marché de l'éducation privée en affaiblissant le système éducatif national. Le lendemain de l'annonce de cette politique, les élèves affluent aux portes des instituts privés... Il faut savoir que la Corée du sud est l'un des pays au monde où les dépenses d'éducation qui restent à la charge des ménages sont parmi les plus élevées (dès le secondaire, voire la fin du primaire, les heures passées quotidiennement en instituts privés sont souvent plus importantes que les heures de la scolarité obligatoire). Il s'agit par ailleurs du pays qui détient le record mondial du nombre de tests d'anglais (toefl, toeic, etc.) bien loin devant la Chine pour un piètre résultat comme l'a montré récemment le classement réalisé par l'International English Language Testing System qui place la Corée au 19ème rang.

En deuxième lieu, les nominations au gouvernement et dans les cabinets ministériels. Pour tenir un engagement exprimé lors de son discours d'investiture Grand marché et petit gouvernement le nouveau président annonce des suppressions de ministères et de postes ainsi qu'une nomination des ministres basée sur les compétences. Il envisage la dissolution des ministères de la réunification, de la famille et des femmes considérés comme inutiles ce qui en dit long sur ses priorités politiques. Mais l'efficacité visée n'est pas au rendez-vous et on assiste surtout à une paralysie gouvernementale résultant de la grande confusion qui s'ensuit dans la répartition des rôles et des manques qui entraînent les suppressions. Quant aux membres des cabinets et ministres, une candidate pour la politique sociale est accusée d'avoir copié le mémoire d'un de ses étudiants et exploité à son compte les résultats de ses enquêtes. Trois ministres sont soupçonnés d'avoir fait de la spéculation immobilière à plusieurs reprises et possèdent au moins 5 ou 6 logements mis au nom de proches. La candidate au ministère de l'environnement est propriétaire d'un terrain réservé aux exploitants agricoles. Son explication là dessus : « J'aime trop la terre et j'envisageais de consacrer du temps à la culture du riz ». En moyenne, les membres du nouveau gouvernement ont un patrimoine personnel de 2.5 millions d'euros, le plus élevé étant celui d'une reporter et présentatrice du journal télévisé qui est estimé à 7 millions d'euros. La plupart d'entre eux ont envoyé leurs enfants aux Etats-Unis pour y faire leurs études (malgré l'excellence du système éducatif coréen que prétend mesurer l'étude PISA) et pour leur éviter le service militaire (dont la durée est supérieure à deux ans).

Troisième point de contestation : le projet de construction d'un Grand Canal. Le président Lee Myung-bak fait de ce projet l'une de ses priorités : il s'agit d'un canal qui, à l'instar de l'Allemagne, traverse de part en part le territoire coréen. Encouragé par le succès de la transformation de la zone de Cheonggyecheon au centre de Séoul en une rivière écologique pendant son mandat de maire de Séoul [2], il pousse son ambition en dépit de nombreuses critiques de la part des chercheurs et des experts. Les sondages montrent qu'une grande majorité de la population n'approuve pas ce projet et ne comprend pas l'intérêt de construire un canal pour le fret dans un pays-péninsule où 70% de la surface est une zone montagnarde. Mais le nouveau président a fait sa carrière professionnelle dans le secteur de la construction. Buté à la résistance de tout côté, il poursuit son projet en organisant une équipe en sous-main au sein du ministère de la mer. Son obstination coûte leur élection à ses deux plus proches lieutenants lors des élections législatives de mars 2008 et finit par susciter les soupçons de certains médias qui commencent à s'interroger sur les bénéficiaires potentiels d'un tel chantier public : propriétaires terriens grassement indemnisés, entreprises de travaux publics profitant d'un juteux marché, jusqu'à la compagnie allemande qui a travaillé sur le projet en Allemagne et qui se refuse curieusement à tout commentaire lorsque des journalistes coréens lui demandent si elle est impliquée dans ce projet.

Ces trois décisions contribuent à forger dans la population la conviction que le nouveau président et son équipe mènent une politique autiste à l'égard des attentes de la population et se préoccupent surtout des intérêts des plus riches.

A cela s'ajoute le camouflet infligé par la Corée du nord. Le nouveau gouvernement estimant que l'aide alimentaire fournie sans condition à la Corée du nord est inefficace, décide d'adopter une ligne dure après les dix années de politique de « la main tendue » initiée par Kim Dae-jung en 1998 puis poursuivie par son successeur No Moo-Hyeon. Les autorités nord coréennes ne répondent pas mais se tournent vers les Etats-Unis en leur montrant de bonnes intentions en matière de désarmement. L'administration Bush ayant besoin d'un succès en matière de politique internationale à quelques mois de la fin de son mandat, le dialogue s'installe et les Etats-Unis retirent la Corée du nord de leur liste de pays soupçonnés de soutenir le terrorisme ce qui a pour conséquence le dégel d'avoirs nord-coréens qui étaient bloqués à Macao et l'octroi d'une aide alimentaire américaine. Plus récemment, c'est le Japon qui annonce la levée partielle de ses sanctions économiques à l'égard de la Corée du nord. En Corée du sud, face à une opinion publique majoritairement favorable à une aide sans conditions, le gouvernement recule d'un pas tout en maintenant les conditions préalables, puis fait finalement marche arrière et propose une aide céréalière jusqu'à se trouver aujourd'hui dans la position d'attendre une réponse du Nord avec le risque de perdre la face si celle-ci tarde trop.

Un mouvement qui se politise



Si le mouvement d'opposition à l'importation du boeuf américain a servi de déclencheur à la contestation citoyenne, on comprend donc que le malaise est plus profond et les motifs d'insatisfaction nombreux, ce qui explique que le mouvement prenne désormais une tournure plus politique. L'erreur du gouvernement est de n'avoir pas compris que les urnes ne lui donnent une légitimité qui ne peut durer que tant qu'il dispose de la confiance de la population. Comme l'a dit Confucius, on ne peut pas fonder un pays sans la confiance du peuple. Sans cela, il n'y a pas de démocratie politique.

D'abord initié par les lycéens, les parents d'élèves (principaux usagers des cantines scolaires) et les associations de professionnels concernés (Solidarité pour la santé populaire) parce qu'ils sont non seulement alertés par les dangers de la vache folle mais surtout parce qu'ils sont conscients du danger encouru s'ils restent des consommateurs passifs, le rassemblement est en train de se transformer en un mouvement collectif à travers un processus de politisation sur le tas. Le mouvement a suscité d'autant plus de sympathie et généré d'autant plus de légitimité qu'il est parti de non professionnels de la contestation. Ce mouvement a également réussi à amener sur le terrain les acteurs du mouvement social qui, à leur tour, lui donnent plus de cohérence et de dynamique. Les débats et les actions collectives s'organisent tandis que chaque individu reste libre de l'organisation mais responsable pour son propre engagement. Le gouvernement recule petit à petit mais rechigne toujours à reconnaître ses erreurs. Les associations jaunes viennent à son aide en organisant des contre-manifestations. Les ultra-conservateurs et certains dirigeants religieux incarnant une droite anticommuniste essaient de discréditer le mouvement en utilisant une rhétorique aux accents de maccarthysme et de guerre froide : « Il faut envoyer ces manifestants en Corée du nord s'ils ne veulent pas manger la viande du boeuf américaine », « Ceux qui participent au rassemblement des bougies sont des chômeurs mécontents qui n'ont rien à faire », « Ils (les participants du mouvement) menacent la population par leur discours satanique », etc.

A l'heure actuelle, la position pour ou contre la renégociation reste la ligne de démarcation entre le mouvement citoyen et le gouvernement. Selon le gouvernement sud-coréen, une renégociation de l'accord sur le bSuf n'est pas une bonne solution parce qu'elle nuirait à la confiance de la communauté internationale envers la Corée, mais la manière dont l'accord a été précipité sans suivre une procédure normale ni donner lieu aux préparatifs suffisants risque fort de susciter le mépris de la communauté internationale davantage que son admiration. Par ailleurs, le gouvernement sud-coréen assure qu'une renégociation impliquera des contreparties économiques. Il reste discret cependant sur les pertes engendrées par les faillites d'éleveurs et les coûts sociaux associés sans compter les coûts liés au contrôle des importations et à la prévention de la maladie de la vache folle. Du côté américain, on ne souhaite pas non plus s'engager dans de nouvelles discussions qui risqueraient de ne pas aboutir à un résultat concret avant la fin du mandat de Bush.

Une leçon de démocratie

L'affaire de la vache folle se situe dans ce contexte général de déficit gouvernemental et de déni de démocratie et en réaction à des attentes très particulières de la part de ceux qui ont voté pour Lee Myung-bak. Lors de la campagne présidentielle, celui-ci avait en effet pour partie dû son élection au fait que la majeure partie de la population avait jugé la situation économique du pays déplorable alors que le taux de croissance avoisinait les 5% et que le taux de chômage était en dessous de 4%, résultats qui placent théoriquement la Corée du sud parmi les bons élèves de l'OCDE. La majorité des électeurs avait donc élu ce chef d'entreprise pour qu'il redresse l'économie nationale et relance la croissance. L'accord de libre-échange avec les Etats-Unis, suivi d'un autre à venir avec l'Union européenne, devaient être les clés de voûte de cette relance.

Mais le problème fondamental auquel est confronté la Corée n'est pas tant un problème de croissance qu'un problème de répartition comme le montrent l'augmentation des inégalités et la « dualisation » croissante de la société. Par rapport à cette question, le nouveau gouvernement n'a strictement rien proposé depuis son arrivée. Quant au projet d'accord de libre-échange avec les Etats-Unis qui avaient les faveurs d'une majorité de la population lorsque les pourparlers ont commencé l'an dernier, il n'est pas sûr que l'affaire du bSuf suffira à faire prendre conscience des dangers inhérents à un tel accord entre une super-puissance et un pays en situation de dépendance idéologique et militaire à son égard. D'autant plus que les médias, s'ils ne rechignent pas à relayer les critiques à propos des risques sanitaires liés à la maladie de la vache folle, demeurent quasi unanimes à continuer à affirmer les bienfaits d'un accord de libre-échange pour la Corée sans jamais vraiment les démontrer ou les étayer autrement que de dire qu'il s'agit d'une stratégie « win-win ».

Malgré toutes ses vertus en termes de démocratie et de résistance à des politiques imposées à la population au nom d'impératifs strictement financiers, le mouvement contre l'importation de bSuf américain ne doit pas faire illusion : la population sud-coréenne n'est pas devenue en l'espace de quelques mois rétive aux politiques libérales qu'elle réclamait au nom de la croissance économique. Pourtant, la récente suppression des quotas cinématographiques, qui avait été une des précédentes exigences de Washington, est très éclairante sur les dangers d'une ouverture non conditionnée aux produits américains : selon les dernières statistiques, les films américains réalisent désormais près de 80% des entrées en salles de cinéma [3].

ShinYang Kim est doctorante à l'université Paris X Nanterre. Eric Bidet est enseignant-chercheur à l'Université Hankuk des Etudes étrangères à Séoul.

[1] Les informations rapportant les dangers du boeuf américain.

[2] En dépit du succès de ce projet auprès des citoyens et des médias, il faut réfléchir sur le motif de cette transformation. La zone de Cheonggyecheon est un lieu symbolique du développement social et économique. C'était une zone de PME et d'artisans qui ont joué un rôle non négligeable dans le développement économique depuis la fin de la guerre civile (1953). En même temps, c'est un lieu qui nous rappelle les sacrifices des ouvriers qui y ont contribué, parfois au prix de leur vie. Parmi eux, la mort de Cheon Tai-II, un ouvrier de la confection des années 1970 qui s'est immolé en revendiquant le respect du code du travail, fut à l'origine du mouvement syndicaliste coréen. On a l'impression que sa statue, placée à côté d'un banc, perd tout son sens dans cet espace de loisir. Est-ce que le projet écologique justifie la déconstruction de la mémoire historique ?

[3] Cette situation, inédite depuis de nombreuses années, est aussi en partie le résultat de la diminution de la production de films coréens et de leur relatif échec auprès du public.